



Solidaires, Unitaires et Démocratiques dans le Groupe BPCE
Section syndicale Caisse d'Épargne Ile-de-France
24 bd de l'Hôpital 75005 Paris
01 70 23 53 40 ou 01 44 76 09 77
Fax : 01 40 26 49 13
Site : www.sudbpce.com
Email : sudceidf@orange.fr



SUD BPCE



tous ensemble !

INFOS CE : OCTOBRE 2013

- Inspection générale à la CEIDF
- Entreprise numérique
- Réallocation du parc d'automates
- Ponts 2014

○ Inspection Générale de BPCE à la CEIDF

Les élus **Sud** au Comité d'entreprise ont demandé la restitution des conclusions de l'Inspection Générale BPCE présentées au COS du 30/09/2013.

Nous voulions connaître les recommandations émises à la suite de celle-ci et surtout l'incidence des conclusions ainsi que les réponses apportées par le directoire en matière d'organisation du travail, d'impact sur les rémunérations, les emplois et métiers au sein de la CEIDF.

La direction estime ne pas devoir nous restituer les conclusions de cette inspection : il s'agirait pour l'instant uniquement d'un outil de travail. Pourtant la synthèse de l'IG BPCE faisait clairement apparaître une « réduction insuffisante des effectifs au moment du PSE », autrement dit : « pas assez de salariés virés ». Par ailleurs, les salariés seraient trop spécialisés et donc pas assez flexibles. Les inspecteurs BPCE considèrent qu'il y aurait une redondance hiérarchique, autrement dit « une armée mexicaine ». Pour couronner le tout, les salariés de la CEIDF coûteraient trop cher ! La RAM parisienne, le volet social et autres budgets des activités sociales du CE seraient bien trop onéreux pour l'entreprise et surtout bien trop avantageux pour les salariés !

Les solutions, comme panacée universelle seraient « la vente de quelques immeubles du patrimoine de la CEIDF et surtout la renégociation des accords

sociaux comme un levier de réduction des frais généraux ». Rien de moins !!!

A l'inquiétude des élus **Sud**, la seule réponse de Gérard Dusart DRHS fut : « nous reviendrons vers les organisations syndicales si les réponses du directoire entraînent des changements d'orientations nécessitant des négociations ». A toutes nos autres questions, le DRHS faisant preuve d'une audace à toute épreuve n'a eu de cesse de nous opposer une fin de non-recevoir.

Pour **Sud**, les conclusions et préconisations de l'IG BPCE sont suffisamment importantes et lourdes de conséquences pour que nous exigions d'être informés, au moins autant que les membres du COS. Nous ne nous satisferons pas de ce manque de respect et du peu de considération dont fait preuve le DRHS envers les instances du personnel et leurs représentants.

○ Entreprise Numérique

Les élus **Sud** ont souhaité une présentation exhaustive des projets, outils et technologies liés à « l'entreprise numérique » à la CEIDF. Connaître, par ailleurs, les incidences éventuelles sur l'organisation du réseau commercial, le maillage agences, le

schéma de distribution, les conditions de travail, la relation avec la clientèle, l'emploi et les métiers qu'un tel changement pourrait générer.

En effet, c'est au travers de divers articles de presse (Revue Banque, Les Echos, Stratégie, Le Figaro) que les élus ont appris que la CEIDF testait un logiciel d'intelligence artificielle pour « aider » les conseillers à préparer leurs entretiens avec les clients en leur proposant une liste de produits à « vendre clés en main », mais aussi s'essayait à la signature électronique. Là encore, à aucun moment les élus du comité n'ont été informés des stratégies futuristes et de leurs impacts sur l'organisation et les conditions de travail. C'est à nouveau d'un revers de main que le DRHS Gérard Dusart a balayé nos légitimes questions et interrogations, en n'apportant aucune réponse !

o Réallocation du parc d'automates

En 2004/2005 la CEIDF déployait le format NCA. Aujourd'hui, la même entreprise revient sur l'équipement de points de vente en DAB, GAB et BLS. Les élus **Sud** ont interrogé la direction sur les objectifs de la réallocation de ces appareils, du chiffrage financier et des économies envisagées, des incidences en matière d'organisation du travail mais aussi sur le risque de dégradation de la relation à la clientèle. En effet, il est prévu de retirer 57 automates dans 55 agences et dans le même temps d'ajouter par « recyclage » 21 appareils dans 21 agences. Une seule raison à cela : des économies d'échelle bien sûr !

Même si notre matériel est largement moins performant que celui de la concurrence, leur suppression va reporter le peu de services rendus (consultation, édition, retrait/dépôts...) sur le poste accueil. Avec le nouveau concept agence nous avons contraint notre clientèle au libre-service au prétexte que certaines opérations sont chronophages et sans valeur ajoutée, alors même que le prix du forfait n'a cessé de croître. Le directoire n'est pas à une contradiction près : au lieu d'envisager un investissement utile et profitable à tous, le directoire préfère faire des économies de bout de chandelles !

La CEIDF ne peut pas à la fois alimenter BPCE en remontant régulièrement des centaines de millions d'€ et avoir un ambitieux plan de développement et d'investissement. Ce sont encore les salariés qui vont devoir faire face à la fois à une surcharge de travail et supporter le mécontentement de la clientèle.

o Ponts 2014

Pour les salariés travaillant du lundi au vendredi, le lundi 10 novembre 2014 sera chômé.

Pour les salariés travaillant du mardi au samedi, le samedi 19 avril, le samedi 07 juin et le samedi 16 août 2014 seront chômés.

N° 23 / 2013

Le 12 novembre 2013 / Les élus Sud au Comité d'entreprise

François Baron - Jean-Philippe Bastias - Jérôme Bonnard - Christine Deldicque - Martine Desaulles - Catherine Jousset - Bettina Larry - Manuelle Marchand - Françoise Quelen - Philippe Salvador - Jean-Marie Zemliakoff

J'ADHÈRE

AU SYNDICAT NATIONAL SUD-BPCE

NOM

PRENOM

SEXE

DATE DE NAISSANCE

ADRESSE PERSONNELLE

EMAIL PERSONNEL ET/OU PROFESSIONNEL :

NOM DE L'ENTREPRISE

ADRESSE DE L'ENTREPRISE

FONCTION

AFFECTATION

CLASSIFICATION.....

COTISATION MENSUELLE (0,40% DU SALAIRE NET).....

JE M'ENGAGE A PAYER MA COTISATION.

LE A

SIGNATURE

